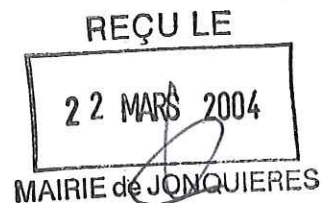


Compiègne, le 18 mars 2004

Affaire suivie par
Jérôme ANAYA
L690-04

Monsieur le Maire
Mairie de Jonquières
60680 JONQUIERES

Objet : POS de Jonquières
PJ



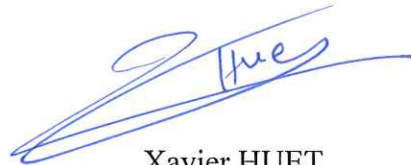
Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, une copie du courrier de la DDE de l'Oise concernant le contentieux sur l'emplacement réservé de Jonquières.

La CCRC procède à l'annexion de l'arrêt du 22 juillet 2003 de la Cour d'Appel au Plan d'Occupation des Sols de Jonquières. Par ailleurs, nous informons les services instructeurs de la teneur de cet arrêt afin qu'ils puissent établir des propositions d'actes légaux tenant compte de la suppression de l'emplacement réservé concerné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes sincères salutations

Le Directeur Général Adjoint
Chargé de l'Aménagement et de
l'Economie



Xavier HUET



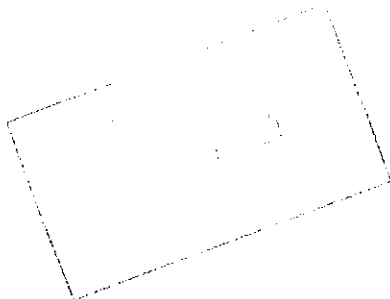
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE L'OISE



Direction
départementale
de l'Équipement
de l'Oise

Arrondissement
d'Aménagement
Territorial de
Compiègne

Unité
Aménagement



Compiègne, le 4 JUIN 2004

Le Chef de l'unité Aménagement

à

Monsieur le Président de la Communauté
de Communes de la Région de Compiègne

Hôtel de Ville - BP 09
60321 COMPIEGNE Cedex

Objet : *Élaboration des Documents d'Urbanisme
Contentieux sur emplacement réservé à Jonquières*

Monsieur le Président,

Vous avez demandé à la DDE de vous préciser les modalités de prise en compte dans le dossier du POS opposable de la commune de Jonquières de l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Douai qui annule la délibération de la Communauté de Communes ayant institué un emplacement réservé pour la création d'une nouvelle place publique.

L'arrêt en date du 22 juillet 2003, de la Cour d'Appel étant devenu définitif, est applicable et, que le dossier du POS opposable ait ou n'ait pas été remanié, tous les actes administratifs concernant l'ancienne emprise réservée ne peuvent que tenir compte de la décision d'annulation.

*Les pièces du dossier du POS opposable doivent donc être remaniées suivant les procédures définies dans le code de l'urbanisme : soit une **modification**, soit une **révision**.*

C'est l'importance du projet dont l'emprise est supprimée et l'impact des conséquences de la suppression, suivant le critère d'"atteinte à l'économie générale" :

- sur le projet communal dans le POS,*
 - sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) dans le PLU*
- qui commanderont la procédure de remaniement à mettre en œuvre.*

Il vous est possible d'attendre un remaniement plus général du POS de Jonquières pour rectifier les pièces de ce document suivant la décision du juge.

Mais dans l'attente de l'**approbation** de la nouvelle procédure mise en œuvre, je vous invite à annexer l'arrêt du 22 juillet aux pièces des dossiers de POS tenus actuellement à la disposition du public et en outre, à informer les services instructeurs des demandes d'autorisation de la teneur de cet arrêt afin qu'ils puissent établir des propositions d'actes légaux tenant compte de la suppression de l'emplacement réservé.

En restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.



François DHERSIGNERIE

MAIRIE DE JONQUIERES

Rue de l'Archerie

60680 - Oise

Arrondissement de COMPIEGNE
Canton de COMPIEGNE Sud-Ouest

Téléphone 03.44.37.39.00.

Fax 03.44.37.39.01.

HEURES DE PERMANENCE

Lundi 13 h 30 - 16 h 00

Mardi 17 h 00 - 19 h 00

Jeudi 17 h 00 - 19 h 00

Vendredi 10 h 00 - 11 h 30

Monsieur Paul BERGAULT

Rue des Ecoliers

60680 JONQUIERES

N/Réf : JJC/AB/2003.12.

Objet : Certificat d'urbanisme

Lettre recommandée avec avis de réception

Jonquières, le 23 décembre 2003

Monsieur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, le **certificat d'urbanisme N° 60.326.03.C0006** relatif à vos parcelles, que vous avez réclamé le 28 octobre 2003.

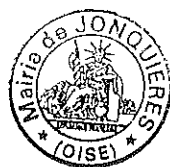
Comme vous pourrez le constater, l'emplacement réservé n° 1-1 de place publique y est toujours mentionné.

Toutefois, il est bien pris acte de la décision de la Cour d'Appel de Douai du 22 juillet 2003 aux termes de laquelle cet emplacement réservé a été annulé. Cette décision est devenue définitive, aucun pourvoi n'ayant été formé.

La Communauté de Communes de la Région de Compiègne, organisme compétent en matière de P.O.S, consulte la Direction Départementale de l'Equipeement afin de déterminer la procédure à mettre en œuvre pour supprimer cet emplacement réservé dans le P.O.S.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Le Maire,

Jean-Jacques CARLUIY

[Signature]

Licce 7:10